

TELQUEL

“La réflexion doit porter sur le mieux consommer, le mieux produire, le mieux apprendre, le mieux se déplacer”

PAR LARABI JAÏDI

Economiste et senior fellow au Policy Center for the New South

L'économiste développe des idées pour sortir de la crise systémique engendrée par le Covid-19.

L'incertitude plane autour de l'évolution du virus, y compris au sein du corps scientifique où les avis divergent. Même si un vaccin est découvert, sa commercialisation demandera du temps, et l'on ne pourra guère juger immédiatement de sa pertinence, pas simplement en termes d'effets secondaires, mais surtout en ce qui concerne l'effet sur le virus. Certains disent que le Covid-19 va persister, mais avec une virulence moindre au fur et à mesure qu'il s'étend et engendre une immunité collective. Les interrogations de cette nature sont multiples. Il faudra donc vivre avec ce virus ou anticiper la récurrence de risques pandémiques. Mais comment ? C'est là qu'une réflexion doit porter sur le mieux consommer, le mieux produire, le mieux apprendre, le mieux se déplacer. Cette notion de vivre mieux dans un environne-



Larabi Jaïdi

ment viral, quelle qu'en soit la virulence, doit être intégrée dans les politiques sanitaire et publique au sens large. Mais cela demande du temps, car que veut dire produire mieux ? Est-ce produire et consommer en promouvant le “Made in Morocco” ? Au-delà du symbolisme que revêt cette injonction, quelles politiques publiques faut-il mettre en œuvre pour valoriser nos ressources, nos capacités, sans être dans une politique d'autosuffisance ou de protection nuisible à long terme ? La souveraineté économique nationale est-elle possible dans un monde où l'interdépendance continuera à s'affirmer ? Et quelles alliances partenariales pour une souveraineté régionale collective ? L'autonomie stratégique peut-elle se construire sans profonde réforme de notre modèle de développement ? Même si on cherche à être plus proches des marchés en termes de logistique, on ne peut pas renverser la dyna-



© AFP

mique de la mondialisation. Et quand bien même le Maroc revoyait ou renforçait sa politique d'industrialisation, celle-ci ne peut être qu'ouverte sur les flux d'échanges, d'investissement et de technologie en provenance du reste monde, et ne peut se construire ou se reconstruire que sur ses deux "jambes" : l'import substitution compétitive et l'offre exportable. Des prérequis (capital humain, financement, entreprises innovantes, gouvernance efficace...) doivent être réunis pour que ces choix ne soient pas coûteux et longs à se dessiner. Cette question de souveraineté nationale, sécuritaire, de sécurité d'approvisionnement, représente un des aspects les plus importants de notre futur. Il s'agit également d'impliquer nos territoires dans la diversité de leurs ressources dans cette perspective de vivre mieux et du vivre-ensemble. Le bien-être partagé, l'équité sociale, la sérénité, la responsabilité individuelle et collective et la confiance en soi, en l'autre et dans nos institutions sont les valeurs fondatrices d'une nouvelle cohésion sociale et territoriale à construire. Comment faire face aux inégalités "des-

Pour l'économiste, la notion de "vivre mieux dans un environnement viral (...) doit être intégrée dans les politiques sanitaire et publique au sens large".

tructrices" de la solidarité sociale, à l'effet du changement climatique sur les vulnérabilités sociales et sanitaires ? Une chose est sûre, tout le monde sera appelé à contribuer, à s'impliquer dans une "mobilisation sociale" salvatrice. Il faut prendre conscience que nous sommes dans une situation nouvelle. Les menaces et les risques sont différents de ce que l'on a vécu dans le passé. Les réponses à ces menaces ne peuvent pas se faire uniquement par le haut. A titre d'exemple, l'inclusion des personnes dans le choix de leur mode de vie est essentielle.

Pour un ordre public non répressif

Le Covid a engendré une question sanitaire qui a évolué vers une crise systémique. Appeler à la responsabilité citoyenne est important, mais cela doit s'accompagner d'une responsabilité publique. Si l'État ne donne pas l'exemple dans sa façon de gérer cette pandémie en termes d'information, d'ouverture sur la société, de transparence, de clarté



© MAP

dans le processus de décision, d'implication des autres acteurs, à savoir les régions, les communes, les provinces, les citoyens ne suivront pas.

Au début de la pandémie, l'Etat a bien réagi. Mais il semble dépassé car il n'a pas su prendre des décisions importantes. Le fait de fermer les mosquées était crucial mais compliqué du point de vue de la sensibilité citoyenne. Or cela a été fait. En revanche, s'agissant de l'Aïd El Kébir, là, peut-être qu'il y a eu méprise. Il aurait fallu distribuer des aides monétaires aux éleveurs pour compenser le risque de perte de revenus dans une conjoncture agricole adverse, et interdire l'Aïd, une fête sociale qui, de par sa nature même, génère des interactions.

L'État doit donner l'exemple à travers une politique sanitaire clairement établie, visible, pour lever cette angoisse du citoyen qui a perdu confiance. L'ennui, c'est quand la confiance disparaît, cela crée des situations où le citoyen ne se conforme plus aux règles, à moins de faire face à un contrôle minutieux des autorités. Un jeu du chat et de la souris se met alors en place, qui

"La souveraineté économique nationale est-elle possible dans un monde où l'interdépendance continuera à s'affirmer ?", demande Larabi Jaïdi.

n'est pas de nature à juguler la propagation du virus. Mais les gouvernants doivent opter pour un ordre public non répressif, et qui soit, d'une certaine manière, consenti par le citoyen. Enfin, il est impératif d'acter une politique de communication sérieuse et crédible en matière de santé, mais aussi sur le plan de la cohésion sociale. Depuis qu'on a arrêté les transferts sociaux, qui ont été d'un apport capital au plus fort du confinement, l'activité informelle, aujourd'hui plus qu'hier, est devenue la source de survie d'une grande partie de la population. L'informel apporte, par le sens de la débrouillardise dont il est consubstantiel, cette réponse qui permet au citoyen d'atténuer les effets de la crise. Il faut penser la formalisation de l'économie dans une autre optique que celle imaginée jusqu'à présent, en l'accompagnant d'incitations fortes, de sécurisation des activités et de mise en place de dispositifs de protection sociale attractifs à l'adresse des personnes actives dans les différentes sphères de l'informel. ■